

MALAISIE. AVANCÉES ET RECULS

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 45^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL, JANVIER- FÉVRIER 2024 *NOTES ET ANNEXES EN ANGLAIS*

RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée en vue de l'examen périodique universel (EPU) de la Malaisie, qui se tiendra en janvier-février 2024. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations adressées à la Malaisie lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne la peine de mort, les droits aux libertés d'expression et de réunion, ainsi que les droits des travailleuses et travailleurs migrants.

Ce document examine également le cadre national de protection des droits humains, notamment en ce qui concerne la ratification des traités fondamentaux relatifs aux droits humains et l'indépendance de la Commission malaisienne des droits humains, connue sous le nom de SUHAKAM (Institution nationale chargée des droits humains).

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime ses préoccupations quant aux droits aux libertés d'expression et de réunion, au traitement des personnes migrantes ou réfugiées et des peuples autochtones, à l'application automatique de la peine de mort, à la persistance des morts en détention, ainsi qu'aux droits des peuples autochtones.

Le document se termine par une série de recommandations à l'intention de la Malaisie qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans le pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Lors de l'examen de 2018, la Malaisie a reçu 268 recommandations. Le gouvernement en a approuvé (partiellement ou sans réserve) 148 et a pris note de 120 autres recommandations (ce qui signifie qu'il les a rejetées), dont plusieurs qui restent pertinentes et dont la mise en œuvre contribuerait à améliorer la situation des droits humains dans le pays.
2. Le gouvernement a accepté sans réserve plusieurs des recommandations l'invitant à réexaminer les lois entravant l'exercice des libertés d'expression et de réunion afin de les mettre en conformité avec le droit international relatif aux droits humains¹, mais il a uniquement partiellement accepté d'autres de ces recommandations ou n'a fait qu'en prendre note². Malgré les promesses du gouvernement de réexaminer les lois répressives, notamment la Loi relative à la sédition³, aucune réforme n'a été entreprise.
3. Le gouvernement a accepté les recommandations l'invitant à prendre des mesures pour abolir la peine de mort et à maintenir le moratoire sur les exécutions⁴. Une importante avancée a eu lieu en avril 2023 lorsque le gouvernement a aboli l'application obligatoire de la peine de mort et a supprimé sept infractions de la liste de celles passibles de ce châtement⁵.
4. Le gouvernement a également accepté les recommandations visant au respect et à la protection des droits des travailleuses et travailleurs migrants, ainsi que celles l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la cohésion sociale et à prévenir et sanctionner toutes les formes de haine et de violences à l'encontre de ces personnes⁶. Malheureusement, de manière générale, les mesures de répression menées par les autorités contre les personnes migrantes ou réfugiées n'ont fait qu'augmenter au cours des dernières années⁷.
5. Comme lors des examens précédents, le gouvernement a uniquement partiellement accepté ou noté les nombreuses recommandations lui enjoignant de ratifier les principaux traités en matière de droits humains, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁸. Il a également rejeté les recommandations l'invitant à lever toutes ses réserves concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁹.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

6. Les récents efforts visant à ratifier d'autres traités relatifs aux droits humains ont échoué. En 2018, le gouvernement est revenu sur son intention de signer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la suite de réactions négatives de la part de certains groupes¹⁰. En 2019, le gouvernement s'est retiré du Statut de Rome de la Cour pénale internationale un mois après l'avoir signé, à la suite de l'opposition manifestée par les familles royales de Malaisie¹¹.
7. En 2022, la Commission malaisienne des droits humains (SUHAKAM) a connu un revers lorsque de nouveaux membres ont été nommés par le gouvernement dans le cadre d'un processus de sélection non transparent¹². En mars 2023, le gouvernement a nommé un commissaire à l'enfance¹³.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Liberté d'expression et de réunion

8. Les autorités ont continué à utiliser des lois répressives pour réduire au silence des personnes exerçant leur droit à la liberté d'expression. Entre janvier 2020 et juin 2022, les forces de police ont mené 692 enquêtes au titre de la Loi sur les communications et le multimédia et d'autres lois connexes, qui ont débouché sur 87 poursuites

visant, entre autres, des artistes et des militant-e-s politiques¹⁴. Des informations ont fait état d'autres enquêtes et arrestations menées au titre de cette même loi après juin 2022. La Loi relative à la sédition¹⁵, la Loi relative à la presse écrite et aux publications¹⁶ et la Loi sur la censure cinématographique ont également continué à être utilisées pour restreindre la liberté d'expression.

9. En février 2021, le média en ligne *Malaysiakini* a été condamné à une amende de 500 000 ringgits malais (environ 107 500 dollars des États-Unis) pour outrage, à la suite de commentaires de lecteurs qui auraient critiqué le système judiciaire du pays¹⁷. En février 2022, la police a maintenu le militant Fahmi Reza en détention pendant deux jours à cause d'un dessin caricaturant un ministre du gouvernement publié sur son compte Twitter¹⁸. En mars 2023, les artistes et les réalisateurs à l'origine du film *Mentega Terbang*, qui raconte l'histoire d'une jeune femme explorant le concept de l'au-delà dans plusieurs religions, ont été interrogés par la police, menacés de mort et victimes d'actes de vandalisme¹⁹.
10. Les autorités ont continué à empêcher des manifestations pacifiques, notamment en enquêtant sur les organisatrices et organisateurs et les participant-e-s et en les inculquant d'infractions pénales, en particulier au titre de la Loi relative aux rassemblements pacifiques et du Code pénal. En juin 2022, les forces de police ont empêché plusieurs centaines de membres de l'Ordre des avocat-e-s de défiler jusqu'au Parlement pour protester contre l'ingérence de l'exécutif dans les affaires judiciaires. Par la suite, trois dirigeant-e-s du mouvement ont fait l'objet d'une enquête au titre de la Loi relative aux rassemblements pacifiques.

Personnes migrantes ou réfugiées

11. La Malaisie a continué de violer l'interdiction internationale du « refoulement » en renvoyant de force des personnes dans des pays où elles risquaient d'être victimes de graves atteintes à leurs droits humains.
12. En février 2021, le gouvernement a expulsé 1 086 personnes vers le Myanmar, malgré le coup d'État militaire qui y avait eu lieu plus tôt ce mois-là et en violation du sursis à expulsion qui leur avait été accordé par un tribunal²⁰. En janvier 2023, à l'issue du sursis, le gouvernement a expulsé 114 autres personnes, dont des mineur-e-s²¹. En décembre 2022, un tribunal a rejeté une demande de réexamen judiciaire déposée par Amnesty International Malaisie et Asylum Access Malaisie, soulignant des préoccupations concernant les mineur-e-s non accompagnés et l'absence de consentement éclairé des personnes expulsées. Ces expulsions constituent un « refoulement » implicite étant donné que les personnes concernées se trouvent dans l'obligation de choisir entre leur maintien en détention pour une durée indéterminée et leur renvoi au Myanmar, qui constituent l'un comme l'autre une violation de leurs droits humains. Ces mesures s'ajoutent à la longue liste de celles déjà mises en place par le gouvernement depuis le coup d'État militaire de 2021, et ce malgré l'escalade de la violence et la multiplication des violations des droits humains au Myanmar.
13. Les autorités ont continué à pratiquer des renvois forcés illégaux (*push-backs*) et à engager des poursuites contre des Rohingyas bloqués sur des navires en mer alors qu'ils fuient les persécutions dont ils sont victimes au Myanmar et les conditions de vie difficiles dans les camps de réfugiés au Bangladesh. En avril 2020, les autorités malaisiennes ont autorisé 202 Rohingyas à débarquer d'un bateau dérivant au large de l'île de Langkawi²² ; puis en juin 2020, elles en ont autorisé 269 autres à débarquer d'un second bateau²³. Selon les médias, plusieurs de ces personnes seraient mortes au cours du périple. Les survivants ont été placés en détention dans un centre de rétention temporaire pour personnes migrantes à Sungai Bakap, dans l'État de Penang. Par la suite, les autorités ont déclaré 31 hommes rohingyas coupables d'infractions au titre de la Loi 1959/63 sur l'immigration et elles les ont condamnés à sept mois d'emprisonnement. Au moins 20 d'entre eux ont été condamnés à la fustigation, mais cette peine a été supprimée en raison de mouvements de protestation²⁴. Le 20 avril 2022, quatre adultes et deux mineur-e-s sont morts au cours d'une évasion présumée du centre de rétention de Sungai Bakap. Quelques jours plus tard, un mineur de 14 ans a succombé à ses blessures. La plupart des détenu-e-s ont de nouveau été arrêtés. Malgré des appels lancés pour l'ouverture d'une enquête, l'identité des responsables de ces morts reste inconnue²⁵. En 2023, le gouvernement a fermé le centre de rétention de Sungai Bakap²⁶.

Peine de mort

14. Le 16 juin 2023, la Malaisie a publié à son Journal officiel la Loi de 2023 portant abolition de l'application obligatoire de la peine de mort, ainsi que la Loi de 2023 relative à la révision des condamnations à la peine de mort et à la réclusion à perpétuité (compétence temporaire de la Cour fédérale), abrogeant ainsi l'application obligatoire de la peine de mort et établissant une procédure permettant de réviser la peine des personnes condamnées à mort ou à la réclusion à perpétuité²⁷. Des préoccupations subsistent néanmoins, notamment quant au maintien de la flagellation dans la liste restreinte de châtiments de substitution. En outre, la peine de mort peut toujours sanctionner, à la discrétion du tribunal, des infractions à la législation sur les stupéfiants et d'autres infractions qui n'entrent pas dans la catégorie des « crimes les plus graves » auxquels l'application de la peine capitale doit être limitée selon le droit et les normes internationaux²⁸. Le moratoire officiel sur les exécutions est maintenu depuis 2018.
15. Ces lois entreront en vigueur à une date qui doit être annoncée par le ministre auprès du Premier ministre chargée de la Justice et de la Réforme institutionnelle. S'ensuivra une période de 90 jours durant laquelle les personnes condamnées à la peine de mort ou à la réclusion à perpétuité et dont la peine a déjà été confirmée par la Cour fédérale pourront en demander la révision. Le nombre de personnes concernées s'élève à 840. Les personnes jugées en première instance ou en appel ont la possibilité de demander une commutation de leur peine dans le cadre de la procédure judiciaire ordinaire²⁹. Cependant, cette procédure n'est pas expliquée de façon adéquate dans la loi. Dans le cadre de la révision des peines, il est prévu que la Cour fédérale « réclame et examine les procès-verbaux d'audience, les motifs du jugement et autres documents pertinents » (article 2.3)³⁰.
16. Les gouvernements actuel et récents ont pris des mesures pour rendre accessibles au public davantage d'informations sur les personnes détenues dans le quartier des condamnés à mort, principalement dans le cadre de réponses aux questions parlementaires. Néanmoins, le manque persistant de transparence, notamment en ce qui concerne les condamnations à mort prononcées et commuées dans le cadre de la procédure de grâce, continue de compliquer le suivi indépendant et adéquat de l'application et de l'étendue des conséquences de la peine de mort.
17. En 2019, les recherches d'Amnesty International montraient que dans une large mesure les personnes condamnées à mort en Malaisie l'avaient été pour des infractions liées aux stupéfiants, et que parmi ces personnes figuraient un nombre disproportionné de femmes et de ressortissant-e-s de pays étrangers³¹. Le peu d'informations disponibles a montré qu'un nombre conséquent de condamné-e-s à mort étaient issus de milieux socioéconomiques défavorisés, et que certaines minorités ethniques étaient surreprésentées, ce qui souligne que l'arbitraire et la discrimination sont présents à plusieurs niveaux dans l'application de cette peine.
18. Par ailleurs, les nombreuses violations du droit à un procès équitable exposaient les accusé-e-s au risque d'une condamnation à mort. Malgré les régimes d'aide juridictionnelle disponibles, les personnes arrêtées pour des infractions passibles de la peine de mort et ne pouvant pas engager elles-mêmes un-e avocat-e ne recevaient souvent pas d'assistance juridique au moment de leur arrestation ou pendant leur détention provisoire. En outre, les affaires pénales ne peuvent être rouvertes à la suite d'un jugement définitif, même sur la base de faits nouveaux – alors qu'il s'agit d'une garantie essentielle, *a fortiori* dans les affaires impliquant la peine de mort. Parmi les autres violations, on peut citer l'absence de représentation juridique jusqu'à l'ouverture du procès, l'accès insuffisant aux services d'interprètes et le soutien variable apporté aux ressortissant-e-s étrangers.
19. Par ailleurs, le caractère opaque et secret de la procédure de recours en grâce exposait les personnes concernées à des décisions arbitraires pouvant conduire à l'exécution. Contrairement aux dispositions prévues par les normes internationales, la législation malaisienne ne garantit pas le droit d'être représenté par un-e avocat-e dans le cadre de la procédure de recours en grâce. Le problème semble être particulièrement grave pour les ressortissant-e-s étrangers, qui représentaient plus de la moitié des personnes n'ayant pas présenté de recours en grâce.

Morts en détention

20. Des informations persistantes font état d'un recours illégal à la force contre des personnes détenues, et de morts en détention. D'après les recherches effectuées par Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains, les abus perdurent et les responsables présumés n'ont pas été amenés à rendre des comptes³².
21. En avril 2018, le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir mis en place une nouvelle procédure exigeant que les détenus remplissent un formulaire détaillant leur état de santé. Des caméras de surveillance ont été installées dans les cellules qui n'en étaient pas équipées. Malgré ces changements, la situation ne s'est pas améliorée de manière significative. En février 2023, le gouvernement a annoncé la possible mise en place de nouvelles mesures après avoir révélé que le nombre de morts en détention en 2022 s'élevait à 24³³.
22. En 2018, le gouvernement a fait connaître son intention d'instaurer une commission indépendante d'enquête et de contrôle pour les fautes commises par les agent-e-s de police dans l'exercice de leurs fonctions³⁴. En juillet 2022, le Parlement a adopté la très controversée loi de 2020 portant création de la Commission indépendante de contrôle du comportement de la police. Dans les faits, cet organe ne disposait ni de l'indépendance ni des pouvoirs nécessaires pour enquêter efficacement sur les agissements répréhensibles des agent-e-s de police, notamment en qui concerne les cas de décès en garde à vue³⁵. Les dispositions permettant la nomination de membres de la police au sein de cette commission sont préoccupantes, de même que l'obligation d'avertir au préalable les postes de police et les autres infrastructures policières de toute visite de cet organe³⁶. Ce texte devait entrer en vigueur en juin 2023³⁷.

Droits des peuples autochtones

23. Partout en Malaisie, le développement foncier de grande ampleur nuit aux peuples autochtones et constitue une menace pour un large éventail de droits humains.
24. En 2018, Amnesty International a constaté que des dirigeant-e-s autochtones, des militant-e-s, des avocat-e-s et des journalistes risquaient d'être agressés, arrêtés et soumis à enquête par la police en raison de leurs activités pacifiques visant à défendre les terres autochtones. Dans des cas d'attaques ou de menaces, des témoins ont déclaré que la police s'abstenait régulièrement d'enquêter ou de donner suite aux allégations formulées par des défenseur-e-s – autochtones et autres – des droits humains³⁸.
25. Les signalements concernant l'absence de consentement préalable, libre et éclairé pour des projets de développement ont continué, et les communautés n'apprennent généralement l'existence de ces projets qu'une fois qu'ils avaient commencé, et souvent elles en étaient informées par des panneaux leur interdisant l'accès à ces zones. Les conséquences de leur engagement pour la défense des terres autochtones ont également créé un climat de peur au sein des communautés et chez les militant-e-s.
26. En 2021, le gouvernement de l'État de Selangor a déclassé ou soustrait au statut de zone protégée 537 hectares de la réserve forestière du nord de Kuala Langat. L'indignation de l'opinion publique et des pressions politiques ont poussé le gouvernement à annoncer qu'il rétablirait officiellement ledit statut, mais en juin 2023, cela n'avait toujours pas été fait³⁹.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle le gouvernement de la Malaisie à prendre les mesures suivantes :

Cadre national de protection des droits humains

27. Comme recommandé précédemment, ratifier les traités fondamentaux relatifs aux droits humains, y compris les Pactes internationaux, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
28. Comme recommandé précédemment, ratifier la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés et la Convention internationale des Nations unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
29. Renforcer la SUHAKAM et veiller à son indépendance afin que cette institution puisse efficacement exercer ses fonctions et conserver son statut A conformément aux Principes de Paris.

Liberté d'expression et de réunion

30. Abroger la Loi de 1948 relative à la sédition et modifier ou abroger les autres lois qui restreignent arbitrairement le droit à la liberté d'expression, notamment la Loi sur les communications et le multimédia et la Loi relative à la presse et aux publications, afin de garantir leur conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains.
31. Libérer immédiatement et sans condition les personnes emprisonnées uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression ; abandonner les poursuites engagées en vertu de ces lois contre des personnes ayant exercé pacifiquement ce droit et, dans l'attente de l'abrogation ou de la modification de ces lois, veiller à ce que personne d'autre ne soit arrêté, ne fasse l'objet d'une enquête et ne soit inculpé ou emprisonné au titre de ces lois pour avoir exercé pacifiquement ses droits fondamentaux.
32. Réviser ou modifier la Loi relative aux rassemblements pacifiques, le Code pénal et les autres lois concernées afin de permettre la tenue de manifestations pacifiques sans restrictions arbitraires, abandonner les poursuites et les enquêtes visant des personnes n'ayant fait qu'exercer pacifiquement leur droit à la liberté de réunion pacifique et, dans l'attente de la révision ou de la modification de ces lois, veiller à ce que personne d'autre ne soit arrêté, ne fasse l'objet d'une enquête et ne soit inculpé ou emprisonné au titre de ces lois pour avoir exercé son droit de réunion pacifique.

Personnes migrantes ou réfugiées

33. Mettre fin à la détention automatique et/ou pour une durée indéterminée de tous les migrant-e-s en situation irrégulière et veiller à ce que les personnes appartenant à des catégories spécifiques telles que les victimes de la traite et les réfugié-e-s bénéficient des protections requises par le droit international.
34. Veiller à ce que les mineur-e-s ne soient jamais détenus, et faire en sorte que les familles ne soient pas séparées en conséquence de la détention d'adultes ayant la garde de mineur-e-s.
35. Respecter le principe juridique international de « non-refoulement », mettre fin à toutes les expulsions de migrant-e-s et de réfugié-e-s vers des pays où ils peuvent être en danger, et garantir des voies légales d'entrée et de régularisation, y compris l'asile, pour toutes les personnes dont la sécurité est menacée, ainsi que le regroupement familial.
36. Faciliter le débarquement en toute sécurité des réfugié-e-s venant du Myanmar à bord de bateaux, envoyer des bateaux de recherche et de sauvetage à ceux se trouvant en mer et mettre en place des voies leur permettant de rester en toute sécurité dans le pays – notamment avec une demande d'asile – sans recourir à la détention.

37. Permettre au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés d'exercer son mandat, notamment en lui accordant un droit de visite à toute personne détenue et en veillant à ce que ses évaluations et ses recommandations soient respectées individuellement dans le cadre des évaluations individuelles des personnes détenues.

Peine de mort

38. Comme recommandé précédemment, abolir la peine de mort pour toutes les infractions ; en attendant, prolonger indéfiniment le moratoire officiel sur les exécutions jusqu'à l'abolition totale de la peine de mort et jusqu'au réexamen et à la commutation de toutes les condamnations à mort existantes ; dans un premier temps, abolir la peine de mort pour les infractions qui n'entrent pas dans la catégorie des « crimes les plus graves » au regard du droit et des normes internationaux.
39. Veiller à ce que toutes les personnes passibles de la peine de mort – y compris celles issues de milieux défavorisés – aient accès à une assistance juridique compétente, et ce dès leur arrestation ou leur inculpation, ainsi que durant les appels et autres procédures de recours ; et veiller également à ce que le Centre d'aide juridique de l'Ordre des avocats de Malaisie dispose de ressources suffisantes pour nommer des avocat-e-s bénévoles compétents dans toutes les régions.
40. Établir une procédure transparente régissant l'exercice du pouvoir de grâce afin qu'elle remplisse son rôle de garantie d'une procédure équitable.
41. Réviser une par une, dans le but de les commuer, les peines de plus de 1 300 personnes actuellement dans le quartier des condamné-e-s à mort ; veiller à ce que chaque procédure de révision de peine soit conforme aux normes internationales en matière de procès équitable, notamment en faisant en sorte que les personnes demandant ladite révision disposent de suffisamment de temps et de ressources et d'un accès à une représentation juridique, ainsi qu'en garantissant leur droit de former un recours ; et veiller à ce que les peines de substitution ne contreviennent pas à l'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
42. Publier régulièrement des données complètes et détaillées relatives au recours à la peine de mort qui soient susceptibles de contribuer à lancer un débat public sur ce sujet, ventilées *a minima* par genre, nationalité et appartenance ethnique. Ces données doivent comprendre, entre autres, les éléments suivants : le nombre de personnes condamnées à mort et les infractions pour lesquelles elles ont été condamnées, le nombre de prisonniers faisant appel de leur condamnation et à quel niveau, ainsi que des informations sur leur lieu de détention.

Morts en détention

43. Veiller à ce que des enquêtes approfondies, transparentes et efficaces soient menées par des organismes indépendants sur toutes les plaintes et toutes les informations faisant état d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements commis par la police et tout autre agent de l'État, et veiller à ce que les personnes présumées responsables fassent l'objet de poursuites dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales en matière d'équité.
44. Mettre en place une commission de contrôle de la police solide, transparente, impartiale et indépendante et veiller à ce qu'elle soit dotée des pouvoirs nécessaires en matière d'enquête et d'application de mesures disciplinaires afin de lui permettre d'obliger la police à rendre des comptes.

Droits des peuples autochtones

45. Faire en sorte que les peuples autochtones ne subissent ni harcèlement ni menace de répression pénale au titre de lois répressives, et veiller à ce qu'ils puissent exercer leurs droits et mener à bien leurs activités de défense des droits humains dans un environnement sûr.

46. Diligenter des enquêtes approfondies et impartiales sur les attaques, menaces et agressions visant des défenseurs des terres autochtones, et lorsqu'il existe suffisamment d'éléments tendant à prouver une responsabilité pénale, traduire les auteurs présumés de ces infractions en justice dans le cadre de procès équitables.
47. Protéger et faire respecter les droits humains des peuples autochtones, notamment leurs droits à la terre ; à la protection de leur patrimoine culturel ; au consentement libre, préalable et éclairé ; et à un environnement sain.
48. S'atteler aux changements systémiques et à long terme qui sont nécessaires pour protéger les droits des peuples autochtones, en créant une commission nationale indépendante sur les droits fonciers des peuples autochtones.

ANNEX 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Amnesty International Malaysia, “Historic change unfolding as Dewan Rakyat votes to repeal mandatory death penalty”, 2 April 2023 <https://www.amnesty.my/2023/04/03/malaysia-historic-change-unfolding-as-lawmakers-vote-to-repeal-mandatory-death-penalty/>

Amnesty International Malaysia, Amnesty International Malaysia condemns deportation of more Myanmar nationals, including children, 23 February 2023, <https://www.amnesty.my/2023/02/23/amnesty-international-malaysia-condemns-deportation-of-more-myanmar-nationals-including-children/>

Amnesty International Malaysia, “Fahmi Reza charged: laws must not be used to stifle peaceful dissent”, 10 February 2023 <https://www.amnesty.my/2022/02/10/media-quote-fahmi-reza-charged-laws-must-not-be-used-to-stifle-peaceful-dissent-and-critique/>

Submission to the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women: 86th pre-sessional working group, 27 Feb 2023-3 March 2023, List of Issues, 30 January 2023, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/6393/2023/en/>

Malaysia: “Next government must advance human rights”, 17 November 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/11/malaysia-elections-human-rights/>

8-point human rights agenda for the new government, 16 November 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/6226/2022/en/>

Halt forced deportation of people from Myanmar and ensure access to asylum, 21 October 2022 <https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/6138/2022/en/>

Amnesty International Malaysia, “Media Quote: IPCC and SOSMA”, 25 July 2022 <https://www.amnesty.my/2022/07/25/media-quote-ipcc-and-sosma/>

Malaysia: “Move to abolish mandatory death penalty is ‘welcome step’ in right direction”, 10 June 2022 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/06/malaysia-mandatory-death-penalty-abolition/>

Amnesty International Malaysia, “Drop investigations into Nagaenthran vigils,” 28 April 2022 <https://www.amnesty.my/2022/04/28/drop-investigations-into-nagaenthran-vigils/>

Amnesty International Malaysia, Deaths of six detainees at Sungai Bakap, 20 April 2022 <https://www.amnesty.my/2022/04/21/deaths-of-six-detainees-at-sungai-bakap/>

Amnesty International Malaysia, “IPCC bill is a step backwards for police accountability”, 27 October 2021 <https://www.amnesty.my/2022/04/28/drop-investigations-into-nagaenthran-vigils/>

PM’s resignation must restore respect for freedom of expression and assembly, 17 August 2021 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/malaysia-pm-resignation-restore-respect-freedom-expression/>

Amnesty International Malaysia, “PDRM fails to protect detainees: civil society demands police accountability & IPCMC”, 1 June 2021 <https://www.amnesty.my/2021/06/01/joint-press-statement-pdrm-fails-to-protect-detainees-civil-society-demands-police-accountability-ipcmc/>

Stop intimidation of human rights lawyer and defenders, 1 April 2021
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/3943/2021/en/>

Malaysia: “Deportation to Myanmar puts lives in danger”, 18 February 2021
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/02/myanmar-deportation-malaysia-danger/>

Amnesty International Malaysia, “Attack on students’ freedom of expression must end”, 7 November 2020
<https://www.amnesty.my/2020/11/07/attack-on-students-freedom-of-expression-must-end/>

Malaysia: “Court ruling against whipping must be first step toward protecting Rohingya refugees”, 22 June 2020
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/07/malaysia-court-ruling-against-whipping-must-be-first-step-toward-protecting-rohingya-refugees/>

Malaysia: “Stop plans to cane Rohingya refugees and release those already imprisoned”, 20 July 2020,
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/07/malaysia-stop-plans-to-cane-rohingya-refugees-and-release-those-already-imprisoned/>

A historic opportunity: Ensuring an effective police commission in Malaysia, 6 July 2020
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/2125/2020/en/>

Joint Statement: End harassment and intimidation of media workers and critics in Malaysia, 11 July 2020
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/2712/2020/en/>

Malaysia: Raft of police investigations a blatant attempt to intimidate peaceful protesters, 4 March 2020
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/03/malaysia-raft-police-investigations-blatant-attempt-intimidate-peaceful-protesters/>

Fatally flawed: Why Malaysia must abolish the death penalty, 10 October 2019
<https://www.amnesty.org/en/documents/act50/1078/2019/en/>

Attacks on women’s day march inconsistent with the government’s stated commitment to fundamental freedoms, 18 March 2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/0067/2019/en/>

Malaysia: Ratify core human rights treaties, repeal repressive laws, and abolish the death penalty: Human Rights Council adopts Universal Periodic Review outcome on Malaysia, 14 March 2019
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/0028/2019/en/>

The Forest is our Heartbeat: The struggle to save indigenous land in Malaysia, 29 November 2018
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/9424/2018/en/>

Malaysia: Caning of two women a terrible day for human rights, 3 September 2018
<https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2018/09/malaysia-caning-of-two-women-a-terrible-day-for-human-rights/>

Malaysia: End discrimination and backlash against LGBTI people, 11 July 2018
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/8770/2018/en/>

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
151.24 Continue exploring possibilities to extend its international commitments, in particular consider ratification of the International Covenant on Civil and Political Rights and the Rome Statute of the International Criminal Court, as previously recommended (Latvia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity D1 Civil & political rights - general measures of implementation D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraphs 5 and 6 above)
151.44 Become a party to the Rome Statute of the International Criminal Court (Netherlands); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraph 6 above)
151.9 Speed up its deliberations on the signature and ratification of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the International Covenant on Civil and Political Rights, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Turkey); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms B32 Racial discrimination D1 Civil & political rights - general measures of implementation D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants	Not implemented (See paragraph 5 above)
151.26 Move forward towards the ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Chile); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraph 5 above)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
151.31 Consider ratifying core international human rights treaties to which it is not yet a party, including the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Philippines); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - migrants	Not implemented (See paragraph 5 and 30 above)
151.5 Continue efforts to accede to international treaties related to civil, political and cultural rights (Iraq); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraph 5 above)
151.6 Accelerate the process of ratification of the key international human rights instruments (Kazakhstan); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraph 5 above)
Theme: A21 National Mechanisms for Reporting and Follow up (NMRF)			
151.47 Create a national mechanism for implementation, reporting and follow-up of the recommendations from the universal periodic review (Portugal); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A21 National Mechanisms for Reporting and Follow-up (NMRF) A27 Follow-up to Universal Periodic Review (UPR) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (While the government submitted its first ever midterm report for its third UPR in 2018, its ministries do not have a dedicated human rights officer or a UPR officer to monitor and evaluate implementation of UPR recommendations, as recommended by the country's National Human Rights Institution and civil society organizations.)
Theme: A22 Cooperation with treaty bodies			
151.53 Continue to cooperate with treaty bodies and special procedure mandate holders (Chad); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A22 Cooperation with treaty bodies Affected persons: - general	Partially implemented (A number of visit requests by special procedures have yet to be accepted as shown here .)
Theme: A24 Cooperation with special procedures			
151.48 Consider issuing a standing invitation to all special procedures of the Human Rights Council (Republic of Moldova); Extend an open invitation to all special procedures of the Human Rights Council (Ukraine); Extend an open standing invitation to the special procedure mandate holders (Paraguay); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 18	Supported	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Implemented (The government extended a standing invitation to all thematic special procedures on 26 February 2019.)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>151.49 Respond positively to the pending visit requests by the special procedure mandate holders of the Human Rights Council and consider the extension of a standing invitation to all the special procedure mandate holders, as previously recommended (Latvia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general</p>	<p>Partially implemented (A number of visit requests by special procedures have yet to be accepted as shown here.)</p>
Theme: A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR)			
<p>151.50 Continue taking measures to implement the accepted recommendations of the universal periodic review (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general</p>	<p>Partially implemented (See paragraphs 1 to 5 above)</p>
<p>151.51 Continue taking measures to implement universal periodic review recommendations (Cameroon); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) Affected persons: - general</p>	<p>Partially implemented (See paragraphs 1 to 5 above)</p>
Theme: A41 Constitutional and legislative framework			
<p>151.58 Continue with its efforts to strengthen domestic legislation to bring it into compliance with international obligations (Bhutan); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general</p>	<p>Partially implemented (See paragraphs 2 and 3 above)</p>
<p>151.143 Accelerate consultations within the Government in order to review the following legislation: the Sedition Act, the Printing Presses and Publications Act, the Prevention of Crime Act, the Special Offence Act, the Peaceful Assembly Act and the Prevention of Terrorism Act (Georgia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework B8 Human rights & counter-terrorism D44 Right to peaceful assembly D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented (See paragraphs 9 and 11 above)</p>
<p>151.59 Incorporate in its legislation a definition of discrimination against women in conformity with article 1 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Chile); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women B31 Equality & non-discrimination S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women</p>	<p>Not implemented (See paragraph 5 above)</p>
<p>151.201 Adopt gender equality legislation to reduce inequalities between men and women (Albania); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women F11 Advancement of women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - women</p>	<p>Not implemented (No known gender equality legislation passed to date.)</p>
Theme: A42 Institutions & policies - General			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
151.61 Continue undertaking efforts in addressing human rights issues in an institutionalized, systematic and holistic manner (Pakistan); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A42 Institutions & policies - General Affected persons: - general	Partially implemented (See paragraphs 1 to 5 above)
151.256 Continue the implementation of plans and strategies to strengthen the economic and social well-being of indigenous peoples (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A42 Institutions & policies - General G3 Indigenous peoples S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - Indigenous peoples	Not implemented (See paragraphs 24 to 28 above)
151.87 Consider including measures aimed at ensuring increased efficiency and accountability of public service in its national development strategy (Azerbaijan); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (A proposed legislation creating the Ombudsman, aimed at addressing a wide range of public complaints against government offices, is pending before parliament.)
Theme: A51 Human rights education - general			
151.64 Continue its endeavours to promote human rights education and training (Islamic Republic of Iran); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General Affected persons: - general	Partially implemented (There was some effort when the National Human Rights Institution published human rights modules for primary and secondary levels in 2019)
151.62 Take additional measures to strengthen education and training in the area of respecting and protecting human rights (Egypt); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A51 Human rights education - general E51 Right to education - General A54 Awareness raising and dissemination Affected persons: - general	Partially implemented (There was some effort when the National Human Rights Institution published human rights modules for primary and secondary levels in 2019)
Theme: A53 Professional training in human rights			
151.65 Continue training and capacity-building programmes aimed at improving the skills and knowledge of health-care providers (Tunisia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A53 Professional training in human rights E41 Right to health - General S03 SDG 3 - health Affected persons: - general - medical staff	Not implemented
Theme: A54 Awareness raising and dissemination			
151.66 Strengthen human rights training at all levels of the Administration and relevant agencies (France); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	A54 Awareness raising and dissemination A53 Professional training in human rights A51 Human rights education - general S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - public officials	Partially implemented (There was some effort to provide human rights training to government agencies, but only to select law enforcement agencies.)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: B52 Impunity			
151.266 Take necessary measures to prevent and punish all forms of violence against migrant workers, including hate crimes and racism (Myanmar); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	B52 Impunity B32 Racial discrimination G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - migrants	Not implemented (See paragraphs 12 to 14 above)
Theme: D23 Death penalty			
151.92 Ensure the adoption of the necessary legislation to abolish the death penalty in a timely manner (Republic of Moldova); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (See paragraph 15 above)
151.95 Establish a moratorium on the death penalty pending an act of Parliament to abolish it (Albania); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (See paragraph 15 above)
151.91 Establish a de facto moratorium on the death penalty with a view to its abolition (Portugal); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (See paragraph 15 above)
151.93 Continue to take steps for the abolishment of the death penalty and to revise the cases of persons on death row (Romania); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Partially implemented (See paragraph 15 above)
151.97 Continue with abolishing the death penalty and adopt a moratorium on the execution of the death penalty (Spain); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (See paragraph 15 above)
151.98 Take further steps in limiting capital crimes with the aim of abolishing the death penalty (Cyprus); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (See paragraph 15 above)
151.99 Intensify its efforts towards the abolition of the death penalty (Georgia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (See paragraph 15 above)
151.100 Immediately place a moratorium on the application of the death penalty with a view to its complete abolition (Fiji); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (See paragraph 15 above)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
151.104 Consider the adoption of a moratorium on executions (Italy); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (See paragraph 15 above)
151.106 Concretize the commitment of abolishing the death penalty as soon as possible (Switzerland); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented (See paragraph 15 above)
151.107 Abolish the death penalty (Norway); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraph 15 above)
151.108 Introduce a moratorium on executions with a view to abolishing the death penalty (Paraguay); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Implemented (See paragraph 15 above)
Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
151.114 Conduct systematically an independent and impartial investigation into allegations of human rights violations in prisons, with a view to putting an end to reported practices of torture, inhuman and degrading treatment or punishment in prisons (Switzerland); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions B52 Impunity Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented (See paragraphs 20 to 23 above)
Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
151.136 Enact legislation guaranteeing the right of access to information and ensure its full implementation (Slovakia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (No legislation to date)
151.139 Take further steps to ensure a free, independent, pluralistic and diverse media landscape, including by reducing political influence on media outlets (Austria); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not implemented (See paragraph 10 above)
Theme: D44 Right to peaceful assembly			
151.147 Revise the Peaceful Assembly Act in order to eliminate discrimination and hindrance to the freedom of association and peaceful assembly (Czechia); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented (See paragraph 11 above)
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
<p>151.73 Continue its efforts to enhance the rule of law, to ensure respect for human rights and fundamental freedoms and to eliminate all forms of discrimination, in compliance with international standards (Italy);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions B31 Equality & non-discrimination</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented (See paragraphs 2 and 4 to 6 above)</p>
Theme: E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation			
<p>151.257 Strengthen policies and measures for the well-being of the indigenous peoples in Malaysia to uplift their economic and social status and benefit from the country's economic development (Lao People's Democratic Republic);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E21 Right to an adequate standard of living - general G3 Indigenous peoples S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons: - Indigenous peoples</p>	<p>Not implemented (See paragraph 24 to 28 above)</p>
Theme: E32 Right to just and favourable conditions of work			
<p>151.170 Intensify measures to improve working conditions, security and safety, and further improve education on individual and collective rights for migrant workers (Viet Nam);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>E32 Right to just and favourable conditions of work E51 Right to education - General G4 Migrants S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented (See paragraphs 12 to 14 above)</p>
<p>151.264 Explore best practices adopted by the receiving countries for migrant workers, in line with relevant ILO conventions (India);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>E32 Right to just and favourable conditions of work G4 Migrants A3 Inter-State cooperation & development assistance S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented (See paragraphs 12 to 14 above)</p>
Theme: G1 Members of minorities			
<p>151.254 Continue its efforts to protect minorities (Libya);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>G1 Members of minorities B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups</p>	<p>Not implemented (See paragraph 24 to 28 above)</p>
Theme: G4 Migrants			
<p>151.259 Continue efforts aimed at enhancing the safety and advancing the welfare of migrant workers (Philippines);</p> <p>Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7</p>	Supported	<p>G4 Migrants S10 SDG 10 - inequality</p> <p>Affected persons: - migrants</p>	<p>Not implemented (See paragraphs 12 to 14 above)</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
151.261 Continue efforts to enhance the transparency and efficiency of the recruitment system of migrant workers (Bangladesh); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	G4 Migrants S10 SDG 10 - inequality E31 Right to work S08 SDG 8 - economic growth, employment, decent work Affected persons: - migrants	Not implemented (See paragraphs 12 to 14 above)
151.267 Continue to take further necessary measures to ensure protection of the rights of migrant workers (Nepal); Source of position: A/HRC/40/11/Add.1 - Para. 7	Supported	G4 Migrants S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - migrants	Not implemented (See paragraphs 12 to 14 above)

- ¹ UN Human Rights Council, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Malaysia, 7 January 2019, UN Doc. A/HRC/40/11 and its Addendum, 18 February 2019, UN Doc. A/HRC/40/11/Add.1, recommendation 151.143 [Georgia], 151.147 [Czechia]
- ² A/HRC/40/11/Add.1, recommendations 151.137 [USA], 151.140 [Brazil], 151.142 [Czechia], 151.144 [Ireland]
- ³ Straits Times, "Malaysia's Sedition Act to be repealed or replaced with new law: Minister", 10 May 2019, <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/malaysias-sedition-act-to-be-repealed-or-replaced-with-new-law-minister>
- ⁴ A/HRC/40/11/Add.1, recommendations 151.91 [Portugal], 151.92 [Republic of Moldova], 151.93 [Romania], 151.95 [Albania], 151.97 [Spain], 151.98 [Cyprus], 151.99 [Georgia], 151.100 [Fiji], 151.104 [Italy], 151.106 [Switzerland], 151.107 [Norway], 151.108 [Paraguay]
- ⁵ Amnesty International Malaysia, "Historic change unfolding as Dewan Rakyat votes to repeal mandatory death penalty", 2 April 2023, <https://www.amnesty.my/2023/04/03/malaysia-historic-change-unfolding-as-lawmakers-vote-to-repeal-mandatory-death-penalty/>
- ⁶ A/HRC/40/11 add.1, recommendations 151.265 [Myanmar], 151.266 [Myanmar], 151.170 [Vietnam]
- ⁷ Amnesty International Malaysia, "Amnesty International Malaysia condemns deportation of more Myanmar nationals, including children", 23 February 2023, <https://www.amnesty.my/2023/02/23/amnesty-international-malaysia-condemns-deportation-of-more-myanmar-nationals-including-children/>
- ⁸ A/HRC/40/11/Add.1, recommendations 151.3 [Finland], 151.4 [France], 151.7 [Republic of Korea], 151.10 [United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland], 151.12 [Switzerland], 151.13 [Czechia], 151.14 [Honduras], 151.16 [Kenya], 151.17 [Nepal], 151.18 [Paraguay], 151.20 [Albania], 151.21 [Australia], 151.22 [Cote d'Ivoire], 151.23 [Greece], 151.25 [Myanmar], 151.27 [Denmark] [Montenegro], 151.28 [Fiji], 151.30 [Greece], 151.32 [Sri Lanka], 151.37 [Montenegro],
- ⁹ A/HRC/40/11/Add.1, recommendations 151.39 [Norway], 151.38 [Turkey]
- ¹⁰ See for example: New Straits Times, *Why Malaysia backpedalled on ICERD ratification*, 24 November 2018, <https://www.nst.com.my/news/nation/2018/11/434078/why-malaysia-backpedalled-icerd-ratification>
- ¹¹ See for example: Al Jazeera, *Malaysia backtracks on decision to join the ICC*, 5 April 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/4/5/malaysia-backtracks-on-decision-to-join-icc>
- ¹² See for example: Free Malaysia Today, 'Controversial' appointments compromise Suhakam's neutrality, says Suaram, 3 July 2022, <https://www.freemalaysiatoday.com/category/nation/2022/07/03/controversial-appointments-compromise-suhakams-neutrality-says-suaram/>
- ¹³ The Star, Dr Farah Nini appointed as Children's Commissioner, 10 March 2023, <https://www.thestar.com.my/news/nation/2023/03/10/dr-farah-nini-appointed-children039s-commissioner>
- ¹⁴ Parliament Malaysia, 14th Parliament, 2nd Meeting, 5th Term - Question 60, 20 July 2022, <https://www.parlimen.gov.my/files/jindex/pdf/JDR20072022.pdf>
- ¹⁵ Free Malaysia Today, *No plans to abolish Sedition Act just yet, says Ramkarpal*, 21 March 2023, <https://www.freemalaysiatoday.com/category/nation/2023/03/21/no-plans-to-abolish-sedition-act-just-yet-says-ramkarpal/>
- ¹⁶ Free Malaysia Today, Printing Presses and Publications Act stays for now, says minister, 8 June 2023, <https://www.freemalaysiatoday.com/category/nation/2023/06/08/printing-presses-and-publications-act-stays-for-now-says-minister/>¹⁷
- Malaymail, Federal Court decides Malaysiakini in contempt of court over readers' comments, but finds its editor Steven Gan not guilty, 19 February 2023, <https://www.malaymail.com/news/malaysia/2021/02/19/federal-court-decides-malaysiakini-in-contempt-of-court-over-readers-commen/1951008>
- ¹⁸ Amnesty International Malaysia, "Fahmi Reza charged: laws must not be used to stifle peaceful dissent", 10 February 2022, <http://www.amnesty.my/2022/02/10/media-quote-fahmi-reza-charged-laws-must-not-be-used-to-stifle-peaceful-dissent-and-critique/>

- ¹⁹ Amnesty International Malaysia, “End escalating harassment of Mentega Terbang filmmakers”, 22 March 2023, <https://www.amnesty.my/2023/03/22/joint-statement-end-escalating-harassment-of-mentega-terbang-filmmakers/>
- ²⁰ Amnesty International Malaysia, “1086 people deported to Myanmar in defiance of court order”, 23 February 2021, <https://www.amnesty.my/2021/02/23/1086-people-deported-to-myanmar-in-defiance-of-court-order/>
- ²¹ Amnesty International Malaysia, “Amnesty International Malaysia condemns deportation of more Myanmar nationals, including children”, 23 February 2023, <https://www.amnesty.my/2023/02/23/amnesty-international-malaysia-condemns-deportation-of-more-myanmar-nationals-including-children/>
- ²² Amnesty International Malaysia, “Hundreds of Rohingya seeking safety by boat at acute risk of coronavirus”, 19 April 2020, <https://www.amnesty.my/2020/04/09/hundreds-of-rohingya-seeking-safety-by-boat-at-acute-risk-from-coronavirus/>
- ²³ Amnesty International, Malaysia: “‘Heinous’ plan to send Rohingya people back to sea”, 19 June 2020, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/06/malaysia-heinous-plan-rohingya-people-sea/>
- ²⁴ Amnesty International: “Court ruling against whipping must be first step toward protecting Rohingya refugees”, 22 June 2020, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/07/malaysia-court-ruling-against-whipping-must-be-first-step-toward-protecting-rohingya-refugees/>
- ²⁵ Amnesty International Malaysia, “Deaths of six detainees at Sungai Bakap”, 20 April 2022, <https://www.amnesty.my/2022/04/21/deaths-of-six-detainees-at-sungai-bakap/>
- ²⁶ The Star, “Sungai Bakap Immigration depot shuts down”, 31 March 2023, <https://www.thestar.com.my/news/nation/2023/03/31/sungai-bakap-immigration-depot-shuts-down>
- ²⁷ Amnesty International Malaysia, “Resentencing process must be a fair and meaningful opportunity for commutation of death sentence”, 16 June 2023 (The Acts were yet to come into force as of 22 June 2023), <https://www.amnesty.my/2023/06/19/resentencing-process-must-be-a-fair-and-meaningful-opportunity/%22>
- ²⁸ Amnesty International Malaysia, “Historic change unfolding as Dewan Rakyat votes to repeal mandatory death penalty”, 2 April 2023, <https://www.amnesty.my/2023/04/03/malaysia-historic-change-unfolding-as-lawmakers-vote-to-repeal-mandatory-death-penalty/>; see also “Reforms of the mandatory death penalty in Malaysia: What do the bills say?”, 29 March 2023, <https://www.amnesty.my/wp-content/uploads/2023/03/Amnesty-International-Analysis-of-the-Bills-to-Abolish-The-Mandatory-Death-Penalty-in-Malaysia-March-2023-3.pdf>
- ²⁹ Office of the Minister of Law, Media Statement on the Mandatory Death Penalty Repeal Bill 2023 and the Death Penalty Review and Imprisonment for Natural Life (Temporary Jurisdiction of the Federal Court) Bill 2023, 27 March 2023.
- ³⁰ Amnesty International, “Reforms of the mandatory death penalty in Malaysia: What do the bills say?”, 29 March 2023, pp.6-7, <https://www.amnesty.my/wp-content/uploads/2023/03/Amnesty-International-Analysis-of-the-Bills-to-Abolish-The-Mandatory-Death-Penalty-in-Malaysia-March-2023-3.pdf>
- ³¹ Amnesty International, “Fatally Flawed: Why Malaysia must abolish the death penalty”, 10 October 2019 pp.19-23, Index: ACT 50/1078/2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/act50/1078/2019/en/>
- ³² Amnesty International, “A Historic Opportunity: Ensuring an effective police commission in Malaysia”, Index: ASA 28/2125/2020, 6 July 2020, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/2125/2020/en/>
- ³³ The Star, [Home Affairs Ministry ready to improve lockup, detainee management](https://www.thestar.com.my/news/nation/2023/02/27/home-affairs-ministry-ready-to-improve-lockup-detainee-management), 27 February 2023, <https://www.thestar.com.my/news/nation/2023/02/27/home-affairs-ministry-ready-to-improve-lockup-detainee-management>
- ³⁴ Free Malaysia Today, Home ministry in final stages of drafting IPCMC, says Muhyiddin, 27 September 2018, <https://www.freemalaysiatoday.com/category/nation/2018/09/27/home-ministry-in-final-stages-of-drafting-ipcmc-says-muhyiddin/>
- ³⁵ Amnesty International Malaysia, “CSO Joint Statement: Reject the Independent Police Conduct Commission (IPCC)”, 22 March 2022, <https://www.amnesty.my/2022/03/24/cso-joint-statement-reject-the-independent-police-conduct-commission-ipcc/>
- ³⁶ Amnesty International Malaysia, Media Quote: IPCC and SOSMA, 25 July 2022, <https://www.amnesty.my/2022/07/25/media-quote-ipcc-and-sosma/>
- ³⁷ Malay Mail, IPCC Act to be in force June 2023, says home minister, 13 December 2022 <https://www.malaymail.com/news/malaysia/2022/12/13/ipcc-act-to-be-in-force-june-2023-says-home-minister/44985>
- ³⁸ Amnesty International, *The Forest is our Heartbeat: The struggle to save indigenous land in Malaysia*, Index: ASA 28/9424/2018, 29 November 2018, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa28/9424/2018/en/>
- ³⁹ Macaranga, *Lessons learned from #Hutanpergimana*, 7 January 2022, <https://www.macaranga.org/lessons-learned-hutanpergimana-kuala-langat-forest/>